



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 380/DDPP/2012
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 modifié réglementant les activités de la société PROTEC-METAUX sur le territoire de la commune de Saint Etienne, 17 rue du Puits Camille ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2010 mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 7.4.3.1 à 7.4.3.3 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 3 juillet 2009 susvisé ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 29 octobre 2012 proposant un échéancier de travaux pour la mise en conformité des rétentions des installations pour lesquelles les travaux n'ont pas encore été réalisés ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 5 novembre 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection du 10 octobre 2012 constatant que la société PROTEC-METAUX ne respecte pas certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 3 juillet 2009 susvisé, les écarts ayant déjà été notifiés par courrier du 30 septembre 2010 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'un délai supplémentaire peut être accordé à la société PROTEC-METAUX pour respecter l'arrêté de mise en demeure du 22 octobre 2010 susvisé ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 : La société PROTEC-METAUX est mise en demeure, pour son installation sise 17 rue du Puits Camille à SAINT ETIENNE de respecter les dispositions :

- de l'article 7.4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 susvisé sous un délai de 3 mois (mise en place de déclencheurs d'alarme en point bas dans les rétentions de la ligne de traitement de surface)

- de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 susvisé (équiper les baignoires nécessitant de dispositifs d'aspiration des vapeurs). Un recensement de l'ensemble des baignoires nécessitant un dispositif de captation accompagné d'un échéancier de travaux de mise en conformité sera transmis à l'inspection des installations classées sous un délai maximal de 3 mois. La mise en conformité des installations devra être effective sous un délai maximal de 9 mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 2 : Le délai fixé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 octobre 2010 pour la mise en conformité des rétentions est prolongé d'un mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures prévues par l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Monsieur Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le Maire de SAINT ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairies où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairies, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 23 novembre 2012

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général
Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société PROTEC-METAUX

17 rue du Puits Camille

42 000 SAINT ETIENNE

- Monsieur le Maire de SAINT ETIENNE

- Inspection des installations classées DREAL Loire

- Archives

- Chrono